



**CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
DELEGATION PARIS-NORMANDIE  
MARCHE DE SERVICE**

**ACCORD CADRE DE POUR L'ENLEVEMENT, LE TRANSPORT, LE TRAITEMENT ET LE  
RECYCLAGE DES DECHETS NON DANGEREUX DE LA DELEGATION PARIS MICHEL  
ANGE DU CNRS**

**SERVICE QUI PASSE L'ACCORD-CADRE :**

CNRS – Délégation Paris-Normandie  
Service financier et comptable  
Secteur Achats  
3, rue Michel-Ange  
75794 PARIS Cedex 16.

**MODE DE PASSATION :**

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1.1° à R. 2123-7 du code de la commande publique.

**Le marché est réservé conformément à l'article L.2113-12 du code de la commande publique.  
Ainsi, seules des EA, ESAT ou équivalent du secteur du handicap peuvent candidater.**

Procédure n° **2025APA024**

1	Objet du marché, dispositions générales	4
1.1	Objet	4
1.2	Allotissement	4
1.3	Représentation des parties	4
1.3.1	Le titulaire	4
1.3.2	L'acheteur	5
1.4	Lieux d'exécution	5
1.5	Exclusivité	5
1.6	Réexamen de l'accord cadre	5
2	Pièces constitutives	6
3	Durée du marché	6
4	Forme des notifications	6
5	Bons de commandes	7
5.1	Objet des bons de commandes	7
5.2	Délais des bons de commandes	7
5.3	Bons de commande	7
6	Prix, variation des prix	8
6.1	Mode d'établissement des prix	8
6.2	Nature des prix	8
6.3	Contenu des prix	8
6.4	Variation des prix	8
6.4.1	Concernant le cout des prestations, hors rachat de matière	8
6.5	Délais de paiement	9
6.6	Intérêts moratoires	9
7	Avance	9
8	Règlement des comptes	9
8.1	Modalités de règlement des prix	9
8.2	Transmission des demandes de paiement	9
9	Délais, pénalités, primes	11
9.1	Pénalités	11
10	Modalités d'exécution du marché	12
10.1	Moyens humains	12
10.2	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	12
10.3	Obligation de confidentialité	12
10.4	Protection des données personnelles	12
10.5	Sous-traitance	13

10.6	Clause environnementale	13
11	Assurance	13
12	Résiliation	13
13	Différends et litiges	14
14	Déroptions aux documents généraux	14

# 1 Objet du marché, dispositions générales

## 1.1 Objet

Le présent marché est un accord cadre de services, mono-attributaire à bons de commandes sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 140 000 €.

L'accord cadre a pour objet l'exécution d'enlèvement, de transport, de traitement et de recyclage des déchets non dangereux de la délégation Paris-Normandie du CNRS.

Le marché a pour objet la location de bacs, l'enlèvement, le transport, le traitement et le recyclage des déchets non dangereux du CNRS à savoir :

- Carton et papier (aujourd'hui 8 bacs de 750L) ;
- Bouteille plastique, Film plastique (aujourd'hui 1 bac de 770L)
- Aluminium et métal (aujourd'hui 1 bac de 770L)
- Déchets Industriel Banal (DIB) non trié (aujourd'hui 5 bacs de 660L)

Ne sont pas compris

- Le verre ;
- Les déchets industriels spéciaux (cartouches et tonner, piles, batteries, déchets techniques) ;
- Les archives.
- Les biodéchets.

Nomenclature NACRES :

BB.36	N104	SERVICES DE TRAITEMENT DES AUTRES DECHETS (MENAGERS, INDUSTRIELS,...)
-------	------	--

## 1.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti au motif que la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 1.3 Représentation des parties

### 1.3.1 Le titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la Délégation, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En l'attente de cette désignation ou à défaut, la personne physique signataire de l'acte d'engagement sera seule habilitée à engager le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la Délégation les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent accord-cadre et assurer leur bonne fin.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes, dont il transmet les profils à la Délégation, et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un interlocuteur unique et un suppléant ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects de l'accord-cadre. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, en cas de modification de cet interlocuteur, le titulaire doit en aviser la Délégation sans délai et proposer un remplacement dans un délai de 14 jours calendaires.

Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

La Délégation se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le titulaire devra présenter un remplaçant adéquat dans les 7 jours calendaires suivant le refus de la Délégation de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis.

Il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels du présent accord cadre.

### **1.3.2 L'acheteur**

L'acheteur est le Centre National de Recherche Scientifique – CNRS – délégation Paris-Normandie dont madame la Déléguée régionale agit en tant que pouvoir adjudicateur.

L'acheteur est représenté par

- le service prescripteur : le Service technique informatique et logistique (STIL) de la délégation Paris-Normandie,
- la cellule de gestion la Cellule gestion de la délégation Paris-Normandie,
- le secteur achats du service financier et comptable de la délégation Paris-Normandie.

## **1.4 Lieux d'exécution**

Les prestations sont susceptibles d'être exécutées pour le compte de la délégation Paris-Normandie du CNRS 3 rue Michel-Ange, 75794 Paris cedex 16.

## **1.5 Exclusivité**

Le titulaire de l'accord cadre dispose de l'exclusivité pour l'exécution des prestations. Aucun autre opérateur économique ne sera autorisé à intégrer l'accord cadre durant son exécution.

Cependant, le titulaire est réputé voir renoncé à l'exclusivité pour l'exécution d'un bon de commande lorsqu'il ne répond pas aux demandes de l'acheteur ou ne répond pas dans les délais contractuels.

## **1.6 Réexamen de l'accord cadre**

Lorsqu'une ou plusieurs prestations (notamment type de déchet) ou un ou plusieurs matériels sont devenus nécessaires à la réalisation de l'objet de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations qu'il prévoit, ou lorsqu'ils ne le sont plus, ou lorsqu'elles doivent être modifiées, l'acheteur les intègre ou les supprime de l'accord-cadre, ou les modifie par avenant notifié au titulaire.

À compter de la date de réception de l'ordre de service, le délai maximal de mise en œuvre des modifications est de 72 heures.

Pour cela, l'acheteur invite le titulaire à lui communiquer une offre de prix détaillée et la documentation correspondant aux prestations nouvelles ou désigne les prestations à supprimer et l'invite à lui transmettre une version mise à jour des documents de l'accord-cadre tenant compte de ces modifications. Ces nouveaux documents se substituent à ceux de l'accord-cadre initial. Le montant des modifications tient compte des prix pratiqués dans l'accord-cadre.

Lorsque les fréquences de collecte des déchets sont surdimensionnées ou sous-dimensionnées par rapport à la production réelle de déchets, la Délégation modifiera les fréquences de ramassage des déchets par avenant notifié au titulaire. Le montant de la modification de contrat est fonction des prix du marché, le cas échéant révisé.

Dans le cas, où la clause de révision des prix ne serait pas adaptée à l'ajout ou à la modification d'une ou plusieurs prestations, une clause de révision des prix spécifique à ces ajouts ou modifications sera intégrée au contrat, par avenant.

## 2 Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seule foi, sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'Engagement et son annexe financière : Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS), dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- L'offre technique du titulaire, notamment le cadre de réponse technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent accord-cadre. Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserves toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées.

Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserves toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées.

## 3 Durée du marché

L'accord cadre est conclu pour une durée initiale de **1 an** à compter de sa notification.

Il peut être **reconduit 3 fois, par périodes annuelles** et par **reconduction tacite** à sa date anniversaire, sans que sa durée globale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction une décision sera envoyée au titulaire de l'accord-cadre au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article R 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

En cas de non-reconduction, il n'a le droit à aucune indemnité.

## 4 Forme des notifications

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique, permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les notifications sont faites à l'adresse commerciale du titulaire ou, à défaut, son siège social.

## **5 Bons de commandes**

### **5.1 Objet des bons de commandes**

Les bons de commandes ont pour objet l'exécution des prestations dont les spécifications techniques et les prix sont fixés dans l'annexe financière.

L'exécution de chaque prestation clairement identifiée et assortie d'un prix est subordonnée à la notification d'un ordre de service.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le CCTP.

### **5.2 Délais des bons de commandes**

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG/FCS, le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire. L'acheteur se réserve le droit de subordonner l'exécution des premières prestations d'un bon de commande à la notification d'un ordre de service.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le CCTP.

### **5.3 Bons de commande**

Les bons de commandes sont émis par l'acheteur au fur et à mesure de ses besoins sur la base des prix figurant à l'annexe 2 à l'Acte d'engagement.

Les bons de commande sont envoyés par courriel jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Ils sont signés, datés et numérotés.

La durée d'exécution des bons de commandes ne dépasse pas la date de fin de validité de l'accord cadre augmentée de six (6) mois.

Chaque bon de commande indique :

- L'identification du titulaire (raison sociale et SIRET) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence au présent accord-cadre ;
- La désignation des prestations
- le(s) prix tels que défini(s) dans l'annexe financière
- le montant éventuel de la remise ;
- le lieu et la date (ou délai) d'exécution de chacune des prestations ;
- le nom et les coordonnées de la personne chargée de la vérification des prestations ;
- le coût total HT et TTC de la commande ;
- l'adresse d'envoi de la demande de paiement.

Un ou plusieurs bons de commande peuvent être annulés par décision de l'acheteur. Les prestations exécutées antérieurement à la date à laquelle le titulaire a été informé de l'annulation du ou des bons de commande lui sont payées.

Les bons de commande ultérieurs peuvent tenir compte de la valeur des prestations exécutées sur le fondement d'un bon de commande annulé.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 2 jours ouvré à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

## 6 Prix, variation des prix

### 6.1 Mode d'établissement des prix

Le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 mentionné à l'acte d'engagement.

### 6.2 Nature des prix

Les prestations sont traitées à prix.

### 6.3 Contenu des prix

Les prix sont établis conformément au CCAG/FCS et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### 6.4 Variation des prix

#### 6.4.1 Concernant le coût des prestations, hors rachat de matière

Les prix du présent marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Le fait de présenter une offre de prix emporte acceptation de la formule de variation des prix considérée comme un des éléments déterminants du marché et ne pouvant être remis en cause ultérieurement.

La révision des prix est calculée à la date anniversaire de la notification de l'accord cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 [CPF38 / CPF38_0])$$

Dans laquelle :

- P = valeur révisée du marché
- P<sub>0</sub> = valeur initiale du marché (mois M0 correspondant au mois de la date limite de réception des offres)
- CPF38 = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux. Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764301 - connu et publié à la date de révision
- CPF38<sub>0</sub> = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux. Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764301 - publié et rattaché au mois M<sub>0</sub>

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.



## **6.5 Délais de paiement**

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif suivi d'un virement.

Le délai global de paiement ne peut excéder trente jours conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 pris en application du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

Le délai de paiement court à partir de la date de réception de la facture conforme et non sujette à contestation ou rectification. Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Toutefois, le délai court de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine.

## **6.6 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les textes précédemment mentionnés fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 euros pour frais de recouvrement sur chaque situation de travaux. Ces frais de recouvrement sont cumulés avec les frais d'intérêts moratoires

## **7 Avance**

Sans-objet

## **8 Règlement des comptes**

### **8.1 Modalités de règlement des prix**

Les prestations sont réglées par acomptes mensuels dont le montant correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

### **8.2 Transmission des demandes de paiement**

Pour les prestations forfaitaires, le règlement est effectué, après service fait, prévues au CCTP n°2025APA024, sur présentation de la facture correspondante par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro.

Il est entendu par service fait la résultante de la décision d'admission des prestations par la délégation Paris-Normandie.

La décision d'admission fait suite aux opérations de vérification effectuées dans les conditions prévues par l'accord-cadre.

Le délai de la certification applicable pour effectuer la constatation et la certification court à compter du lendemain de l'exécution des prestations. Il ne pourra excéder 15 jours ouvrés. A l'issue de ce délai la décision d'admission est réputée acquise.

Les factures afférentes aux paiements doivent comporter outre les mentions légales, les références du présent accord-cadre, le numéro du bon de commande, la désignation des prestations, la période relative à la facturation, le lieu d'exécution, les montants hors taxe, le taux et le montant de la TVA, les montants toutes taxes comprises, les modalités de détermination du prix de règlement et les coordonnées bancaires.

A défaut des mentions permettant son identification et accompagnée des justificatifs requis tels que précisés dans le présent CCAP, la facture sera rejetée.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (MOY1600 pour la Délégation Paris-Normandie) ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.

En cas d'interruption des prestations liée notamment à la radiation de la procédure, au désistement d'instance, au retrait de l'acte attaqué, de transaction, le bon de commande et le service fait sont considérés comme exécutés à hauteur des prestations effectuées en fonction des diligences accomplies et du nombre d'heures réellement exécuté.

Conformément l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date du service fait est constaté par le service ordonnateurs et la date de la réception de la demande de paiement est constatée par le Service central du traitement de la dépense (SCTD). À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

En application des dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 du code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le dépassement du délai de paiement peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIP original.

Le titulaire s'engage à informer la Délégation régionale de toute modification de son RIB / RIP.

L'ordonnateur de la dépense est la Déléguee Régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent secondaire de la Délégation de Paris-Normandie du CNRS – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements, prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 et R. 2393-42 à R. 2393-44 du code de la commande publique, est la Déléguee régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS CEDEX 16.

## 9 Délais, pénalités, primes

### 9.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard sans avoir préalablement invité le titulaire à présenter ses observations. Les pénalités peuvent être appliquées sur simple constat de l'acheteur et sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant hors taxe du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble bon de commande.

Les pénalités sont cumulables entres-elles.

Les pénalités sont fermes, non actualisables et non révisables.

Les pénalités pourront être retenues sur les sommes dues au titulaire sur les demandes de paiement correspondantes.

Pénalité	Montant ou mode de calcul
Absence de la personne habilitée à représenter le titulaire aux réunions	100 € par constat et par personne
Absence de formation ou d'action de sensibilisation	100 par constat
Retard d'installation ou de remplacement de matériel	200 € par jour calendaire de retard
Absence de ramassage des déchets (prestation non effectuée)	100 € par collecte non effectuée
Non-respect du planning de collecte des déchets (non-respect du jour de ramassage).	100 € par constat
Violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	<p>En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du bon de commande à la date de constatation du fait générateur.</p> <p>En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du bon de commande à la date de constatation du fait générateur.</p>
Non-respect des obligations environnementales	100 € par constat

## **10 Modalités d'exécution du marché**

### **10.1 Moyens humains**

Les effectifs nécessaires pour l'exécution des prestations sont fixés par le titulaire dans l'offre technique.

Le personnel affecté aux prestations est en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des prestations.

En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le nombre de personnes affectées à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

D'une manière générale, la Délégation Paris-Normandie se réserve le droit d'exiger le remplacement immédiat de tout personnel dont il ne s'estime pas satisfaite.

### **10.2 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire doit respecter et faire respecter par ses sous-traitants, français ou étrangers, le cas échéant, la législation française en matière de droit du travail. Il sera particulièrement vigilant sur le nombre d'heures travaillées, les repos hebdomadaires et les conditions d'hygiène et de sécurité au travail.

### **10.3 Obligation de confidentialité**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les données récoltées par le titulaire lors de l'exécution des prestations sont considérées comme des éléments présentant un caractère confidentiel. Toutes les informations récoltées ou reçues par le titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre sont transférées à la Délégation Paris-Normandie, en fin d'accord cadre. Le support et le format de communication des données fait l'objet d'une validation préalable de l'accord-cadre. Le titulaire procède à la suppression de l'ensemble des informations susmentionnées à l'issue de leur transfert à la Délégation

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Par ailleurs, il est précisé que l'hébergement des données doit être effectué en France. Toute mise en œuvre d'un hébergement mutualisé et/ou virtualisé doit faire l'objet d'une validation préalable.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

### **10.4 Protection des données personnelles**

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et

à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec l'accord-cadre.

## **10.5 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de l'accord-cadre après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

## **10.6 Clause environnementale**

Au sens de l'article 16.2 du CCAG/FCS, les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant le développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le titulaire favorise les véhicules dont le mode de propulsion est éco-responsable. Le personnel de la délégation Paris-Normandie vérifie à tout moment le mode de locomotion utilisé par le titulaire.

## **11 Assurance**

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **12 Résiliation**

Le marché peut être résilié selon les termes des articles 38 à 45 du CCAG FCS. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée du marché à la demande du pouvoir adjudicateur.

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG FCS, pourront entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

L'absence d'attestation d'assurance du titulaire tel qu'indiqué à l'article 14 du présent CCAP, pourra entraîner la résiliation d'office du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour le titulaire ;

Le montant total trimestriel des pénalités appliquées sur trois mois consécutifs atteint dix pour cent (10%) du montant forfaitaire TTC trimestriel du marché. Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG/FCS.

Par ailleurs, le marché est résilié immédiatement et de plein droit, sans indemnité, ni préavis en cas de faillite du titulaire.

## 13 Différends et litiges

Le titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution du marché. En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et règlements du droit français. Les tribunaux administratifs sont seuls compétents.

## 14 Dérogations aux documents généraux

Liste non-exhaustive

Article du CCAG/FCS auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites les dérogations
3.4.3	1.3.1 Le titulaire
4.1	2. Pièces constitutives
13.1.2	5.1. Délais des bons de commandes
3.7.2	5.2. Bons de commandes
3.8.2	6. Ordre de service
14.1 à 14.3	10.1 Pénalités
30.2.1, 30.3, 30.4.3	12. Constatation de l'exécution des prestations
42	14.4 Résiliation pour motif d'intérêt général